

Une économie démocratique

Acteurs de leur sort

Sandy Rodrigues Gomes,
OPE

Notre société est en constante évolution. Il en va de même pour les systèmes économiques. Ces transformations sociétales et ces nouveaux contextes économiques impliquent nécessairement une réflexion sur les adaptations à opérer au niveau politique. Il est évident qu'aujourd'hui la gestion des politiques publiques ne peut plus se faire de la même façon qu'il y a 30 ans.

Il est aujourd'hui nécessaire de créer des nouveaux espaces de concertation et de coopération visant un mieux vivre ensemble.

Selon Yves Vaillancourt, politologue québécois, il existe deux formes de relations entre l'Etat et le tiers secteur: il y a d'une part la participation du tiers secteur à la co-production des politiques publiques et d'autre part, sa participation à la co-construction de ces politiques.

La co-production renvoie à une participation des organisations non-étatiques dans la mise en œuvre des politiques publiques, elle s'inscrit dans une dimension plus organisationnelle. Dans la co-construction la participation du tiers secteur s'inscrit davantage en amont, dans l'élaboration de ces mêmes politiques publiques.

Cela signifie que les politiques publiques ne sont pas construites que par l'Etat mais qu'elles résultent d'une collaboration entre l'Etat et des acteurs provenant de la société civile dont ceux de l'économie solidaire. La co-construction s'inscrit donc dans une dimension plus institution-



Photo: Archives-Tagebiet

« Il est aujourd'hui nécessaire de créer des nouveaux espaces de concertation et de coopération visant un mieux vivre ensemble »

Eric Lavillunière, INEES

La participation des citoyens dans la construction des politiques publiques est un des fondements de l'économie solidaire.

Il y a évidemment de nombreux prismes permettant d'appréhender la nature de la crise que l'on peut qualifier d'actuelle tant de nombreux observateurs craignent qu'elle continue de se propager dans d'autres pays qui sont dans le collimateur des agences de notations (privées). S'il en est un qui semble incontournable, c'est de la considérer comme une crise démocratique, dans la mesure où tout le monde reconnaît que c'est l'absence de régulation démocratique du système financier qui a conduit celui-ci au bord du gouffre.

Un projet global

Or, en se référant au professeur Eric Dacheux (cf. intervention lors des 10^{es} rencontres du RIUESS à Luxembourg en juin 2010 - cf. www.riuess.org) d'un point de vue théorique, « l'économie solidaire est une économie démocratique ».

C'est en effet, un projet politique global, une utopie, qui propose de chercher des réponses aux problèmes actuels dans plus de démocratie. Il s'agit d'élargir la démocratie à l'ordre économique et de palier aux limites de la représentation étatique par un surcroît de participation citoyenne. « Dès lors, ce n'est pas un hasard si les formes les plus abouties de co-construction des politiques publiques se trouvent dans l'économie solidaire où les principaux protagonistes revendiquent et jouent un rôle actif dans la définition des politiques publiques qui leur sont destinées (cf. article même page avec les exemples du Québec et du budget participatif à Porto Alegre) ».

Le ministre délégué à l'Economie solidaire du Luxembourg l'a bien compris en annonçant son intention de dresser un état des lieux en impliquant l'ensemble des acteurs du terrain afin de discuter et d'élaborer une feuille de route portant sur les perspectives qui s'offrent à l'économie solidaire au Luxembourg.

La participation

Mais il faut être prudent car on confond bien souvent co-construction avec consultation. Il existe plusieurs théories sur la participation mais dans sa forme la plus simple on peut retenir les niveaux suivants:

1) information - sensibilisation: on informe sans attendre de retour;

2) consultation: on recueille l'avis des acteurs socio-économiques avant de décider.

3) concertation: travail en commun pour mettre en discussion un projet avant la décision

4) codécision - co-construction: construction collective du projet et partage du pouvoir de décision

Les acteurs de l'économie solidaire et du renouvellement du rapport entre la sphère publique et privée joueront pleinement le jeu et leurs attentes sont à la hauteur de leur exigence de qualité!

nelle de l'élaboration de politiques publiques.

Au Québec, on assiste depuis une trentaine d'années à la participation active des organismes du tiers secteur dans des politiques centrées sur la personne. Des organisations non-étatiques complètent l'offre de services publics de l'Etat québécois et participent à la 'production' des politiques liées aux services de soutien à la personne.

Depuis quelques années, au-delà de la co-production, ces entreprises cherchent à se positionner dans un processus de co-construction avec l'Etat.

Mais la co-construction démocratique et solidaire a plus de chances de fonctionner sur des territoires où l'économie sociale et solidaire est reconnue et soutenue et où il existe des institutions-passerelles entre la démoc-

ratie représentative et la démocratie participative.

L'expérience de Porto Alegre

Au Brésil, l'expérience du budget participatif de Porto Alegre est un exemple éducatif de participation active de la population dans l'élaboration des politiques publiques. En 1989, la municipalité crée un système de budget participatif où ce ne sont pas les techniciens ou les élus qui prennent seuls les décisions. C'est la population elle-même qui, à travers un système de consultations, définit où elle désire placer les priorités et où doivent être effectués les investissements.

La participation populaire a ainsi contribué à une meilleure

efficacité de la dépense publique et en une décennie les projets choisis (eau potable, logement, santé, éducation) ont entraîné des investissements de plus de 700 millions de dollars.

La gestion démocratique et transparente des ressources a également permis de combattre la corruption et les malversations, à redonner aux habitants une confiance nouvelle en l'appareil étatique et à engendrer une citoyenneté active et impliquée.

Il serait irréaliste de penser que l'exemple de Porto Alegre pourrait être transposé tel quel dans d'autres pays aux réalités sociales, économiques, politiques et culturelles différentes. Mais la réussite des politiques publiques ne pourra guère s'envisager dans le futur sans une véritable participation et implication de ceux à qui elles sont destinées.

Une interview d'Ernesto Morales de la coopérative ETCS à Barcelone

Construire une autre économie

Eric Lavillunière: Ernesto, peux-tu nous présenter la coopérative ETCS?

Ernesto Morales: «ETCS (dont l'acronyme veut dire 'stratégie de transformation communautaire durable' en castillan) est une coopérative de travailleurs créée en 2004 avec 13 professionnels du secteur social croyant à la transformation de la démocratie et des relations interpersonnelles comme processus de changement. Nos thèmes de travail tournent autour de la participation citoyenne et du développement communautaire, et notre objectif principal d'aider à transformer les relations de pouvoir, à commencer par notre propre organisation.»

E.L.: Comment se manifeste concrètement cette nouvelle approche de l'action publique que vous promouvez ?

E.M.: «C'est pour nous plus qu'une nouvelle approche, c'est un nouveau paradigme qui concourt à améliorer la santé de la démocratie.»

Concrètement nous mettons cette philosophie politique en œuvre en impulsant des processus de délibération des citoyens pour prendre des décisions qui les concernent directement dans leur vie quotidienne (services de proximité, équipements publics, etc.).»

E.L.: Est-ce que ce discours passe bien auprès des autorités locales?



Ernesto Morales (milieu) en plein travail avec un petit groupe de citoyens

E.M.: «C'est un discours qui passe de mieux en mieux, mais toujours avec des limites qui sont posées et où tout l'enjeu est de ne pas se laisser entraîner dans l'instrumentalisation d'une décision politique déjà prise au préalable. En général le jeu n'est pas libre à 100% sous prétexte que les élus ont la légitimité démocratique de décider.»

Mais même si un processus n'est pas parfait, pour nous, tout ce qui tend à faire participer et sensibiliser les parties prenantes à transformer les relations et à

mieux impliquer les habitants dans les projets de leur quartier est bon à prendre.»

E.L.: Il existe d'autres freins?

E.M.: «Oui, les techniciens pensent souvent que leur compétence n'a pas à être confrontée aux idées et connaissances des citoyens. Mais les citoyens eux-mêmes, qui ne sont pas habitués à donner leur avis ont également des réticences à jouer le jeu.»

E.L.: As-tu un exemple

d'opération particulièrement réussie?

E.M.: «Je pense à Terrassa, une ville de 200.000 hab., près de Barcelone où un travail de concertation avec les associations pour décider des travaux publics à réaliser s'est effectué.»

Puis les citoyens ont été associés aux travaux avec la possibilité à la fin de voter par internet ou par SMS sur les propositions. La participation a été très bonne et les avis respectés!»

E.L.: Quels intérêts vois-tu à promouvoir ces processus dans nos réseaux d'économie solidaire?

E.M.: «Ces processus sont essentiels pour nous si nous voulons échapper aux formes de contrôle et de concurrence, dans lesquelles nous baignons depuis notre enfance. Ces dernières années, au nom de la globalisation, on a trop souvent mélangé intérêt privé des entreprises et bien commun, au nom de ce même bien commun d'ailleurs.»

Construire une économie solidaire qui mène à un monde plus juste nous oblige à penser nous-mêmes nos modes de fonctionnement. Comment pouvons-nous construire une autre économie si elle reste associée à la culture dominante qui pose des rapports de domination entre nous? Ce n'est pas simple car notre inconscient est contaminé. Mais cet effort est nécessaire pour être cohérent avec nos désirs de changements globaux.»